



DECLARATION UNSA Éducation, CTSD du 5 juin 2018

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du comité technique,

Lors du CTSD de février, l'UNSA Education avait dans sa déclaration liminaire dénoncé les annonces médiatiques de notre ministre qui ne réglaient pas les problèmes et cela est toujours d'actualité.

Au regard de l'analyse des dotations dans notre académie et dans notre département, une question se pose : l'éducation est-elle, reste-elle une priorité pour l'État ?

Les chiffres annoncés parlent d'eux-mêmes : la balance des postes ne permet pas une vision positive de la rentrée à venir.

Pourquoi l'État ne maintient-il pas les moyens ? Il serait judicieux d'avoir une stabilité et une continuité dans les moyens alloués. Ce n'est pas le nombre actuel des 28 à 30 élèves par classe voire au-delà en maternelle qui va garantir un bon fonctionnement, et un encadrement pédagogique satisfaisant.

En investissant dans L'École, l'État forme ses futurs citoyens. Comment garantir une adhésion aux valeurs de la République sans volonté politique réelle ?

En effet, suite à l'annonce de la création de 70 à 80 postes de contractuels dans le premier degré en Loire Atlantique, nous réclamons la mise en place d'une étude GRH approfondie sur les besoins permanents non pourvus du département, à ce jour, et qui amènent à une situation préoccupante que l'UNSA Education ne peut que dénoncer.

Cela signifie bien une sous-évaluation des besoins par le ministère qui refuse de recruter sur liste complémentaire et préfère la précarité. Faut-il y voir aussi une remise en cause larvée du statut de la fonction publique ?

Quid des brigades de remplacement REP et REP+ pour lesquels un seul poste de brigade supplémentaire est créé. Sur certaines de ces écoles ce sont parfois 5 à 6 enseignants supplémentaires mais cela n'a pas non plus été anticipé par le ministère.

Cette année, certaines écoles REP et REP+ ont eu plusieurs journées de formation annulées faute de moyens de remplacement, qu'en sera-t-il à la rentrée prochaine ?

Quid des Rased incomplets et des élèves ainsi oubliés aux seules ressources propres des écoles, ceci créant une inéquité territoriale inacceptable ?

Malgré ce contexte, beaucoup d'enseignants sont investis dans leur classe, dans la mission qu'ils ont choisie mais, il y a un mais : ils souffrent de plus en plus dans leur vie professionnelle, avec trop d'élèves dans leur classe pour une hétérogénéité toujours croissante.

Les collègues souffrent aussi dans leur vie personnelle :

- Ceux à qui vous avez refusé, Monsieur le Directeur Académique, un temps partiel à la rentrée prochaine et qui vont devoir, de manière forcée, concilier vie privée et vie professionnelle.
- Ceux qui s'adressent à la médecine du travail, sans réponse Une adresse, c'est tout ce qui reste...

Vous comprendrez aisément que, chaque année, nous attendons les mesures de carte scolaire, espérant des améliorations.

L'UNSA Education constate que vous avez levé, Monsieur le Directeur Académique, un certain nombre de mesures de fermeture mais l'UNSA Education dénonce le « statu quo » dans le fonctionnement des écoles qui annonce la persistance des difficultés et demande enfin la révision des seuils.

Nous vous remercions.